



## **Discours d'inauguration du stand du SGLCE par son secrétaire général à la Fête de l'Humanité**

En présence de :

- Jean-Luc HACQUART et Sylvain BERNARD pour l'Union régionale Ile de France ;
- Gilles GOEDERTIER pour le BP des cadres ;
- Marc NORGUEZ et Jean-Jacques HEDOUIN pour l'Institut d'Histoire sociale du Livre parisien.

En vous remerciant tous d'avoir répondu présents à notre invitation.

Chers camarades, chers amis

Bienvenue à toutes et à tous pour l'inauguration de notre stand, celui du Syndicat général du Livre et de la Communication écrite qui vous accueillera encore pendant les trois jours suivants. Donc facile à retrouver.

Je ne ferai pas de grands discours pour deux raisons : la première est, pour ceux qui me connaissent, qu'il n'est pas dans mes habitudes de palabrer pour palabrer, même si, parfois, nous y sommes contraints et que rendre compte de nos mandats à nos adhérents est une nécessité démocratique indispensable. Et la deuxième raison, qui me paraît être la plus sérieuse et la plus convaincante, est que plus vite j'aurai fini de parler, plus vite nous pourrons boire un coup et chanter le « À la ».

Néanmoins, permettez-moi d'évoquer la situation dans notre profession, à défaut de m'étendre sur toutes les autres.

Comme chacun le sait, nous ne sommes pas en dehors de la société et, dans un monde capitaliste libéral, tous les coups sont permis contre les salariés du public et du privé, les retraités et demandeurs d'emplois. Les ouvriers du Livre n'échappant pas à la règle, ils en prennent également pour leur grade.

Depuis plusieurs années déjà, la distribution de la presse est dans le collimateur des gouvernements successifs. La loi Bichet – qui a instauré les principes d'égalité de traitement de la presse ainsi que la péréquation des coûts permettant le pluralisme et la diversité d'opinion – devenait insupportable pour ce gouvernement.

Au lieu d'acter des aides spécifiques nécessaires pour que la démocratie existe et que chaque citoyen et citoyenne puisse avoir accès à une presse de qualité livrée en temps et en heure, le gouvernement a décidé, cet été, d'abroger la loi Bichet en première lecture au Sénat puis à l'Assemblée nationale et de tourner le dos aux principes issus du Conseil national de la Résistance.

La presse n'est pas une marchandise comme une autre et, pour que la démocratie perdure, nous considérons qu'il est nécessaire de donner des aides particulières car la distribution de la presse a un coût même si nous la considérons comme une mission de service public.

Dans tous les cas, le fait que la loi ait été votée ne signifie pas que nous allons arrêter de nous battre. La lutte continue pour pérenniser les entreprises dans lesquelles nous travaillons, notamment en exigeant le maintien de la charge de travail, voire en revendiquant son augmentation, par exemple en rapatriant celle qui nous échappe encore ainsi que le maintien de tous les emplois.

Comment parler de démocratie, de liberté de la presse, de pluralisme sans évoquer la situation du journal *L'Humanité* ?

Un plan de redressement judiciaire a été validé. Une quarantaine de salariés vont être licenciés ; si des mesures sociales et financières au bénéfice de ces derniers doivent être décidées dans l'entreprise. Un projet d'accord de prise en compte régionale d'aide financière particulière est à l'examen. Il n'en reste pas moins vrai qu'il s'agit d'une réduction d'effectifs importante pour un journal, qu'il s'agisse de *L'Humanité* ou d'autres quotidiens, d'ailleurs. Et ces réductions d'effectifs qui frappent les rédactions diminuent la capacité des salariés à faire un journal de qualité. Non par négligence ni par incompétence, mais tout simplement par manque de moyens humains.

Je sais l'attachement d'un grand nombre d'entre nous à ce quotidien si particulier. La question qui se pose également est la survie de *L'Humanité* en tant que tel. Gageons qu'il s'agit d'une mauvaise passe et que *L'Huma* pourra rapidement trouver des ressources pour investir et faire valoir sa particularité de journal indépendant des grands groupes financiers.

L'autre dossier important du moment concerne une entreprise du labeur : l'imprimerie La Galiole Prenant, à Vitry-sur-Seine. Quarante salariés de l'impression, dont une délégation est présente ce soir avec nous, ont mené une lutte contre la suppression de leurs acquis sociaux, en l'occurrence la sixième semaine de congés payés, dite « semaine parisienne ». Ils ont, avec le soutien indéfectible de notre syndicat, tenu un piquet de grève de six semaines ; six semaines sans salaire à occuper leur entreprise et à ne pas faire tourner les rotatives.

Sans entrer ici dans les détails d'une lutte aussi longue, je veux saluer le courage de nos camarades de ne pas avoir cédé face à ce patron voyou qui est passé en force pour leur retirer cette sixième semaine. Avec agressivité et arrogance, à court d'arguments, il a décidé de licencier arbitrairement 6 des 40 salariés grévistes, dont notre délégué syndical.

Nous avons mené des actions sur le terrain et sur le plan juridique. Sur les six salariés, nous avons gagné la réintégration de nos trois élus. Cela constitue une première victoire mais reste insuffisant. Il nous faut obtenir satisfaction pour la réintégration des trois autres camarades qui sont aujourd'hui sans solution. C'est avec eux et le secteur labeur que nous échangerons et déciderons collectivement des suites à donner à ce dossier à l'issue de ce week-end.

Je tiens à saluer la section Maintenance de notre syndicat qui, dans le cadre de la solidarité, a pu procurer quelques services à un de ces camarades, à remercier également tous ceux de nos militants et de nos militantes qui ont apporté leur solidarité humaine et financière, sans quoi nos camarades n'auraient pas pu tenir aussi longtemps.

Sur le plan des victoires, nous pouvons nous réjouir de celle remportée il y a un peu moins d'un an maintenant au siège éditorial du journal *Le Parisien*. Deux assemblées générales et une grève de 24 heures ont permis aux salariés, soutenus par notre syndicat, de faire aboutir des revendications qu'ils portaient depuis des mois dans le cadre des instances représentatives des personnels, notamment autour des questions d'emploi et de précarité. Ils ont ainsi obtenu, entre autres choses, 11 CDI, un programme de titularisation pour 10 CDD et des créations de CDD pour renforcer des équipes aux effectifs trop réduits.

Saluons aussi la victoire aux Éditions Gallimard où, après un rassemblement organisé devant le siège et l'intervention de notre syndicat auprès de la direction, plus d'une dizaine de travailleurs à domicile, pour l'essentiel des correcteurs, ont pu obtenir la réparation d'une discrimination qui les frappait pendant des années au sujet de la mutuelle d'entreprise, qu'ils payaient près de cinq fois plus cher que les salariés sur site.

D'autre part, dans le cadre de notre activité syndicale interprofessionnelle, nous avons pris nos dispositions sur ce stand pour que ceux qui le souhaitent puissent signer la tenue du référendum d'initiative partagée concernant la privatisation des Aéroports de Paris.

Il nous a semblé utile de donner de l'avant à cette initiative pour que le gouvernement soit contraint de mettre en place ce référendum et que les citoyens que nous sommes puissions donner notre avis.

Je vous informe également que, d'ici la fin du mois, nous aurons à gérer un gros dossier. Je ne peux pas en dire plus pour l'instant, mais soyez certains que vous serez sollicités pour que la lutte entreprise soit gagnante.

Vous avez déjà noté j'en suis sûr les dates des initiatives de la CGT prévues sur le climat et pour une hausse des salaires et les questions liées aux retraites les 20, 24 et 27 septembre.

Et, enfin, un dernier et grand merci qui revient à nos bénévoles, « les petites mains du Village du Monde », qui ont de nouveau démontré leur capacité pendant ces trois dernières semaines à organiser le montage de ce chantier et de notre stand. J'en profite pour souhaiter un prompt rétablissement à notre camarade Jacques DURIN qui a subi mardi dernier une intervention chirurgicale. Jacques était depuis des années responsable pour notre syndicat auprès de l'Humanité pour le montage au Village du Monde. Merci à toi Jacques pour ton engagement.

Je veux enfin féliciter Arezki HAMACHE, secrétaire à l'organisation de notre syndicat, qui a officié au remplacement de Jacques à cette responsabilité pour la première année ainsi que Thierry BARTEL, Gaby SCHAUB, Jean-Paul, Sandrine et Pascal à la cuisine, les jeunes et les retraités qui ont été présents et vous tous que je ne cite pas mais qui ont contribué et participé activement au montage de notre stand mais aussi au Village du Monde, dans le cadre de la solidarité internationale. Ils seront encore présents ici sur notre stand pendant l'intégralité de ces trois jours.

Bonne fête à tous.

Vive le SGLCE  
Vive la CGT

12 septembre 2019